Évaluation de la résilience en système de production extensive de bovins viande : le cas du Bourbonnais

NEUMEISTER D. (1), PINEAU C. (2), ACCATINO F. (3), DOLLEANS E. (2)
(1) Institut de l'Elevage, 149 rue de Bercy, 75595 Paris cedex 12
(2) Institut de l'Elevage, 9, Allée Pierre de Fermat - 63170 Aubière
(3) INRAE, UMR SADAPT, AgroParisTech, INRA, Université Paris-Saclay, 94200, Ivry Sur Seine, France

RESUME

La résilience des systèmes de production animale en Europe est confrontée à des défis environnementaux, sociaux, économiques et institutionnels. Dans le cadre du projet de recherche européen "Sustainable Resilient EU Farming System" (SURE-farm), le territoire du Bourbonnais a été étudié afin d'identifier les atouts pour le renouvellement générationnel, les défis et stratégies de gestion du risque et les adaptations mises en œuvre. Trois phases de collecte d'information auprès d'éleveurs et acteurs locaux se sont succédé afin de caractériser la résilience globale du système allaitant Bourbonnais (deux phases qualitatives, une enquête quantitative, trois ateliers participatifs). Si le Bourbonnais bénéficie de nombreux atouts pour favoriser le renouvellement générationnel, il doit aussi prendre en compte une diversité de risques, aussi bien climatiques qu'économiques et sociaux. Pour ce faire, les éleveurs appuyés par leurs conseillers et entreprises locales, développent des stratégies d'adaptation pour augmenter la résilience de leur système, notamment en visant l'amélioration de la robustesse (capacité de produire et stocker l'alimentation du troupeau, souscription d'assurance). Les résultats de ces enquêtes et ateliers serviront de base aux activités du projet SURE-farm visant à promouvoir une réflexion collective pour accroître la résilience de la région.

Assessment of resilience in extensive beef cattle production systems: the case of the Bourbonnais region

NEUMEISTER D. (1), PINEAU C. (2), ACCATINO F. (3), DOLLEANS E. (2)
(1) Institut de l'Elevage, 149 rue de Bercy, 75595 Paris cedex 12

SUMMARY

The resilience of animal production systems in Europe faces environmental, social, economic and institutional challenges. In the framework of the European research project "Sustainable Resilient EU Farming System" (SURE-farm), the Bourbonnais area was studied in order to identify the assets for generational renewal, the challenges and strategies for risk management and the adaptations implemented. Three phases of survey or interviews from local farmers and stakeholders were carried out in order to characterize the overall resilience of the Bourbonnais suckling system (two qualitative phases, a quantitative survey, three participatory workshops). While the Bourbonnais has many assets to promote generational renewal, it must also take into account a diversity of risks, (climatic, economic and social). To this end, livestock farmers, supported by their advisors and local businesses, are developing adaptation strategies to increase the resilience of their system, particularly by aiming to improve robustness (capacity to produce and store feed for the herd, insurance). The results of these surveys and workshops will serve as a basis for the SURE-farm project's activities to promote collective reflection to increase the region's resilience.

INTRODUCTION

La résilience des systèmes de production animale extensifs basés sur les prairies en Europe est de plus en plus confrontée à des défis environnementaux, sociaux, économiques et institutionnels. Le projet de recherche européen "Sustainable Resilient EU Farming System" (SURE-farm) vise à améliorer la résilience des systèmes agricoles européens. Selon le schéma conceptuel élaboré au sein du projet (Meuwissen et al. 2019), un système agricole se caractérise par ses acteurs et ses parties prenantes, ses fonctions et les défis auxquels il est confronté. Les fonctions comprennent la fourniture de biens privés, tels que les produits agricoles et les revenus des agriculteurs, ainsi que de biens publics, tels que la biodiversité, les paysages, la santé des consommateurs et la sécurité alimentaire. La résilience d'un système agricole est définie comme sa capacité à assurer ces fonctions face à des changements économiques, sociaux, environnementaux et institutionnels de plus en plus complexes. Elle peut prendre trois formes : la robustesse (capacité à résister aux contraintes externes sans grandes adaptations), l'adaptabilité (maintien des objectifs mais adaptation aux perturbations grâce à leur capacité à modifier leur structure ou leur conduite), la transformabilité (capacité à intégrer des modifications d'orientation, à se transformer à l'occasion d'une crise pour trouver un nouvel équilibre). En France, l'étude de cas choisie porte sur la résilience du système d'élevage bovin allaitant du Bourbonnais (département de l'Allier), caractérisé par sa production de broutards dédiés à l'exportation mais aussi par sa production sous signes de qualité. Les objectifs opérationnels sont (i) d'identifier les déterminants de la résilience, (ii) d'évaluer les changements démographiques en lien avec la dynamique de renouvellement générationnel, (iii) d'améliorer la prise de décision et la gestion du risque par les agriculteurs. Le présent article présente les principaux résultats d'une approche participative et consultative de l'ensemble des acteurs locaux pour arriver à identifier les différentes stratégies de gestion du risque aujourd'hui pratiquées par les éleveurs, leurs réseaux d'influence et de formation continue et les moteurs de renouvellement générationnel dans les exploitations.

1. UNE LARGE CONSULTATION DES ACTEURS LOCAUX

Trois phases de collecte d'information se sont succédé afin de caractériser la résilience globale du système allaitant Bourbonnais. Cet article présente essentiellement les résultats des étapes 1 et 2.

1.1. Enquête quantitative avec des éleveurs pour identifier les défis et stratégies de gestion du risque mises en œuvre

A partir d'une liste d'éleveurs constituée par les partenaires locaux (chambres d'agriculture, organisations de producteurs, associations etc.), nous avons interrogé des producteurs de bovins viande via un sondage en ligne ou des entretiens téléphoniques, afin de recenser les risques qui menacent la production de viande bovine dans la région, ainsi que les défis qu'elle doit relever, ses capacités de résistance et les différentes stratégies de gestion du risque aujourd'hui pratiquées par les éleveurs. Sur la centaine de réponses attendues, une cinquantaine a été recueillie. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce taux de réponse : une période chargée pour les producteurs (vêlages), une moindre connectivité des éleveurs de bovins ou une réticence à répondre à un sondage en ligne.

1.2. Deux phases d'enquêtes qualitatives auprès d'éleveurs pour comprendre les stratégies d'apprentissage et les dynamiques de renouvellement

En parallèle de l'enquête quantitative, deux séries d'entretiens ont été menés auprès d'éleveurs, selon la méthode des entretiens semi-directifs (Kling et. al, 2012). La première série d'entretiens, auprès de neuf exploitations (de une à trois enquêtes par ferme), avait pour but de lieux comprendre les dynamiques de renouvellement générationnel. Il s'agissait d'identifier les moteurs et les freins à l'installation.

La deuxième série d'enquêtes, auprès de huit éleveurs, portait quant à elle d'une part sur les réseaux d'influence des éleveurs et leur approche par rapport à l'apprentissage. En effet, le projet SURE-Farm identifie l'apprentissage comme un élément clé dans la construction de la résilience. Ces enquêtes avaient pour but d'identifier les facteurs qui permettent ou empêchent la capacité d'adaptation et de repérer les réseaux d'influence de l'éleveur dans la prise de décision.

1.3. Trois ateliers collectifs avec les parties prenantes pour compléter les enquêtes et sondages

Enfin, une phase qualitative collective a permis, grâce à la réalisation de trois ateliers participatifs réunissant des acteurs locaux, d'aborder successivement : (i) les défis auxquels le système d'élevage du Bourbonnais est exposé ; (ii) l'amélioration des stratégies de gestion du risque mises en œuvre par les acteurs ; (iii) la construction de scenarii d'évolution de la résilience dans des contextes diversifiés. Les participants aux différents ateliers ont été sélectionnés afin de recueillir un échantillon de différents profils : agriculteurs, organisations de producteurs, pouvoirs publics, organismes de développement, associations de protection de l'environnement ou de consommateurs, banque, assurance, administration publique etc. Les trois ateliers se sont appuyés sur les résultats des enquêtes individuelles afin de préciser les contenus et de proposer des pistes d'amélioration sur les différentes thématiques.

2. DES FACTEURS D'ATTRACTIVITE A MAINTENIR POUR FAVORISER LE RENOUVELLEMENT GENERATIONNEL

La courbe de la pyramide des âges des agriculteurs dans l'Allier montre la nécessité d'un fort renouvellement des générations, d'où l'importance d'étudier les déterminants d'évolution démographique. Ceux-ci portent essentiellement sur le souhait, ou non, de poursuivre l'activité familiale, la structure des exploitations plus ou moins propices à l'installation d'un jeune, l'expérience professionnelle du reprenant et l'orientation de la politique agricole régionale et nationale.

De forts atouts ressortent des enquêtes menées auprès de plusieurs membres des neuf familles d'éleveurs enquêtés dans la phase d'enquête qualitative. Les principaux facteurs d'attractivité du territoire du Bourbonnais, ont été ainsi recueillis à la fois du point de vue des entrants (futurs ou nouveaux installés) et de celui des sortants (retraité ou proche de la retraite). Les propos des éleveurs enquêtés sont en phase avec les résultats du premier atelier collectif portant sur la caractérisation du cas d'étude du Bourbonnais ; ils sont ici complétés par des éléments chiffrés provenant de références bibliographiques (notamment celles élaborées dans le cadre du projet Animal Future).

2.1. Un département tourné vers l'agriculture

Les éleveurs et acteurs du territoire s'accordent sur le fait que le Bourbonnais est une région dédiée et organisée pour l'élevage allaitant : l'industrie de la viande représente 61 % des emplois de l'industrie alimentaire soit 20 % des entreprises du territoire (Chambre d'agriculture de l'Allier). La région vend traditionnellement les broutards sevrés (plus de 65 000 par an) à des finisseurs, principalement italiens. Les femelles sont finies pour la boucherie, tout comme les mâles élevés dans les exploitations cultivant des céréales.

Les agriculteurs bénéficient d'une organisation bien structurée puisque de nombreux opérateurs sont répartis sur l'ensemble du territoire. Les organisations de producteurs (principalement des coopératives) sont structurées autour d'abattoirs. La branche agricole représente 5,1 % de la main-d'œuvre de la région (seulement 2,5 % à l'échelle nationale). Cette organisation apporte une certaine assurance pour les nouveaux éleveurs qui savent qu'ils intègrent une activité structurante pour cette région.

2.2. L'allier, terre de production de Label Rouge

La région bénéficie de plusieurs labels officiels (Bœuf Charolais label rouge et le Bœuf Charolais du Bourbonnais IGP) : 1 472 exploitations agricoles produisent sous label. Deux abattoirs sont certifiés pour ces labels et la production biologique, ce qui permet aux producteurs de vendre leurs produits à un prix plus élevé. La recherche de la rentabilité étant déterminante pour le renouvellement générationnel, la présence des labels est un atout fort pour les producteurs de viande selon les acteurs interrogés.

2.3. Le bocage bourbonnais, un atout environnemental et sociétal

Le Bourbonnais est naturellement adapté à la production de viande, grâce à la présence de prairies permanentes : 503 000 ha soit la moitié des surfaces du territoire. Il pleut régulièrement pendant l'année (les trois dernières années faisant exception). Les troupeaux sont donc principalement nourris à l'herbe, qu'elle soit pâturée ou récoltée (foin, enrubannage, ensilage d'herbe). L'introduction de légumineuses dans l'assolement permet aux exploitations de sécuriser et d'accroitre la qualité des fourrages nécessaires à une bonne production et permet ainsi d'atteindre la plus grande autonomie fourragère possible. Les acteurs du territoire confirment qu'il s'agit là d'un un fort moteur d'installation.

Avec 22 % de surfaces en bois sur le département (DRAAF 2017), les forêts ou arbres plantées représentent un revenu supplémentaires si les plantations sont bien gérées (chaleur, litière, bien-être des animaux à l'extérieur). L'agriculture contribue à préserver l'esthétique du territoire (haies, prairies, murets). Les haies du bocage bourbonnais ont été revendiquées comme une zone naturelle sensible et la dernière réforme de la PAC, mise en place en 2014, valorise ce système via le second pilier. La sanctuarisation des prairies encourage les agriculteurs à poursuivre la production d'herbe et à s'installer. En outre, les acteurs interrogés reconnaissent que la production herbagère, majoritaire dans la région, répond aux attentes de la société. En effet, les haies du Bourbonnais associées à la vache allaitante charolaise bénéficient d'une image positive : production herbagère, bien-être animal, séquestration du carbone, etc. Les nouveaux agriculteurs sont plus susceptibles d'être motivés pour démarrer une production répondant à des attentes sociétales. Une illustration de cet effet est

l'augmentation de la vente directe : les consommateurs valorisent la production locale parce qu'ils lui font confiance et qu'elle répond à leurs attentes qui vont au-delà de la qualité gustative. Le projet Sociel traduit cette participation de l'élevage à la vitalité territoriale par la création de richesses économiques et de profit symbolique (Servière, 2019).

2.4. Une diversité de productions animales possible

Enfin, l'opportunité de développer la diversification représente un atout majeur. La rentabilité est obligatoire pour qu'une exploitation agricole existe. Parfois, l'exploitation existante ne fournit pas suffisamment de revenus pour une personne supplémentaire. D'où la nécessité pour le nouvel éleveur de développer une activité annexe ou de faire évoluer le mode de vente. Grâce à l'existence d'abattoirs et à la structuration de la commercialisation, les jeunes agriculteurs ont la possibilité de développer une deuxième activité comme la production de poules pondeuses ou de porcs.

3. DES FREINS A L'INSTALLATION A LEVER GRACE AU DEPLOIEMENT DE STRATEGIES DE GESTION DES RISQUES

Si les atouts du territoire bourbonnais sont nombreux pour faciliter le renouvellement générationnel, les éleveurs sont également confrontés à des risques de nature variée. Les risques identifiés dans l'enquête quantitative ainsi que les freins à l'installation recueillis lors des enquêtes portant sur le renouvellement générationnel sont présentés ici dans le même paragraphe, car les propos se rejoignent.

3.1. Les principaux risques identifiés par les agriculteurs

Les éleveurs interrogés définissent les risques comme étant un événement externe ayant une probabilité de se produire et qui entraîne de mauvaises conséquences pour l'exploitation. Ils peuvent être perçus comme exceptionnels (sécheresse, accident, etc.) ou comme récurrents (prix bas, difficulté de transmission, etc.). Ils se sentent impuissants face à ces événements et les considèrent comme une menace qui peut mettre en péril la durabilité de l'exploitation.

(i) Le risque climatique est le plus cité par les éleveurs interrogés, conséquence de deux graves sécheresses au cours des deux dernières années. Ces événements, totalement imprévisibles et incontrôlables, donnent un sentiment d'impuissance aux éleveurs. Le changement climatique a un impact direct sur la productivité (moins d'eau ou de fourrage disponible pour les animaux) et sur les coûts d'exploitation (plus d'aliments à acheter pour le troupeau). Les risques climatiques sont un vecteur de changement dans les exploitations agricoles, qui sont obligées de s'adapter à la fréquence croissante de ces événements.

(ii) Ensuite, les agriculteurs considèrent le risque financier et économique comme un "combat de tous les jours". Tout d'abord, les éleveurs allaitants souffrent d'une faible rentabilité de leur production allaitante au regard des capitaux investis, Les charges en constante augmentation ne sont que partiellement couvertes par les ventes de bovins. De plus, ils doivent supporter la forte volatilité des prix de vente des produits, mais aussi des prix des intrants. Conjugué à un niveau d'endettement élevé, les agriculteurs ne sont pas tous en mesure de vivre décemment ni d'investir dans leurs exploitations pour les moderniser et améliorer les conditions de travail, facteur important d'attractivité.

(iii) Les éleveurs considèrent les risques sanitaires comme un potentiel de pertes économiques. En effet, ils sont dépendants des marchés internationaux pour vendre leurs broutards sevrés. Ces marchés sont très sensibles aux crises sanitaires, et une suspicion de zoonose peut entraîner la fermeture d'un débouché pendant de nombreux mois. Au cours des dix dernières années, trois crises sanitaires (la FCO en 2007-2008 et 2015, le virus de Schmallenberg en 2011) ont mis en péril la résilience des exploitations.

(iv) La succession devient de plus en plus difficile et les agriculteurs identifient ce point comme un risque majeur, non pas pour leur propre travail mais pour l'activité globale de l'élevage de bovin viande. L'attractivité diminue en raison de nombreux facteurs, parmi lesquels la faiblesse des revenus, le travail d'astreinte quotidienne lié à la présence d'animaux et les conditions de reprise des exploitations (les exploitations et les terres coûtent trop cher pour de jeunes agriculteurs s'installant seuls). Autre risque humain, le départ d'un salarié ou d'un associé peut mettre en péril l'équilibre de l'exploitation. En effet, avec l'augmentation de la taille des fermes, tant en les surfaces qu'en nombre de vêlages par UMO (selon la DRAAF, entre 2000 et 2010, les fermes de plus de 100 000 € de produit brut ont augmenté de 35 %), un agriculteur assume seul le surplus de charge de travail ou doit avoir recours à de l'emploi. Les agriculteurs indiquent avoir du mal à trouver du personnel qualifié et de confiance, et à le garder sur l'exploitation.

(v) Dépendants économiquement des aides européennes (PAC), les éleveurs disent souffrir d'une charge administrative trop importante et regrettent les modifications régulières de la répartition des primes PAC, frein à l'adoption d'une réflexion à long terme. Dernièrement, les paiements de la PAC ont été reportés pendant de nombreux mois, ce qui a placé les exploitations dans une situation économique très difficile. La trésorerie s'en est trouvée d'autant plus tendue. Enfin, les nouveaux accords internationaux (comme le Mercosur ou l'Europe de l'Est) sont perçus comme une réelle menace car seraient synonymes d'une nouvelle baisse des prix, en raison de l'arrivée de viande moins chère sur le marché français.

(vi) Enfin, les attentes de la société à l'égard de l'agriculture, dont le mouvement végétalien qui semble très influent, suscitent la peur et l'incompréhension chez les agriculteurs. Ils craignent que leur activité ne disparaisse si les consommateurs diminuent leur consommation de viande. Les exigences parfois contradictoires du consommateur citoyen, qui exigent davantage de qualité (gustative, sanitaire, environnementale etc.) sans forcément vouloir en payer le prix contribuent à ce risque.

3.2. Les stratégies de gestion des risques mises en œuvre

L'enquête quantitative auprès de 50 éleveurs, complétée par une enquête qualitative auprès de 8 éleveurs et un atelier participatif avec des acteurs locaux ont permis d'identifier et de décrire les stratégies d'adaptation mises en œuvre. Les plus citées sont présentées en tableau 1.

Pour faire face aux risques identifiés, les stratégies actuellement mises en place par les éleveurs sont principalement axées sur l'amélioration de la robustesse. Dans une moindre mesure les stratégies sont consacrées à l'amélioration de l'adaptabilité, et seules quelques stratégies – encore peu développées et à perfectionner - sont consacrées à la transformabilité. Ces dernières stratégies sont souvent motivées par des revendications sociétales, vecteur de transformation.

Les stratégies envisagées par les parties prenantes pour renforcer la résilience du système bovin viande dans la région sont davantage axées sur le renforcement de la capacité d'adaptation. Les exemples suivants illustrent plus concrètement certaines stratégies. Sur la robustesse, la stratégie de limitation de la dette consiste principalement à éviter le surendettement des agriculteurs, notamment lors de l'achat d'équipements ou de bâtiments, et surtout à ne pas prendre trop de risques lors des investissements. En effet, lors des sécheresses de ces dernières années, certains éleveurs ont dû s'endetter pour acheter des aliments pour leurs animaux. Dans ces cas, les coopératives ont joué un rôle crucial en fournissant des liquidités à certains éleveurs. Sur l'adaptabilité, le développement de la contractualisation permettent à l'éleveur de planifier sa production en fonction des attentes du marché, bénéficiant ainsi d'une meilleure

plus-value. Sur la transformabilité, on observe quelques changements radicaux du système de production (exemples donnés par les acteurs présents à l'atelier participatif) : le changement de l'alimentation du troupeau ou des cultures est assez fréquent. D'autres choisissent d'abandonner une production (porc ou ovin) ou de l'intensifier (plus de terres ou de vaches). Ces stratégies, souvent mises en place à l'échelle de l'exploitation, nécessitent l'implication de plusieurs acteurs de la filière. La résilience est possible si elle est collective et holistique.

Stratégies de gestion du risque	**Mises en œuvre par les éleveurs interrogés dans l'enquête qualitative**	**Mises en œuvre dans les 5 dernières années par les éleveurs interrogés dans l'enquête quantitative**	**Envisagées par les acteurs ayant participé à l'atelier sur l'amélioration de la gestion des risques**
Robustesse	Amélioration de l'autonomie alimentaire : *assurances récolte ou constitution de stocks fourragers*	Constitution de stocks fourragers (43/50) Mises en œuvre de mesures strictes pour prévenir les maladies du troupeau (34/50)	Limitation de la dette
Adaptabilité	Développement d'associations d'agriculteurs Changement des pratiques pour répondre aux attentes sociales	Développement d'associations pour l'achat d'intrants ou l'utilisation de matériel (43/50) Diversification des fournisseurs (fourrage, semences, fertilisants etc.) (35/50) Développement de la contractualisation (31/50)	Professionnaliser la main-d'œuvre Améliorer la coordination des acteurs au sein de la chaîne de valeur Développement de la contractualisation
Transformabilité	Développement de l'engraissement à l'herbe dans la région	Diversification de la production (21/50)	Changement de l'alimentation du troupeau ou des cultures Changement de race

Tableau 1 : principales stratégies de gestion de risques identifiées par les éleveurs et acteurs du Bourbonnais en fonction des enquêtes

Par exemple, la mise à disposition de terres en bord d'Allier par le Conservatoire des Espaces Naturels de l'Allier, sous contrat avec les producteurs, permet non seulement la protection d'un espace naturel protégé mais aussi à l'éleveur de bénéficier des charges alimentaires moindres. Le soutien des politiques publiques (qui financent les mesures agro-environnementales dont bénéficient les éleveurs sur ces terres) jouent un rôle prépondérant dans la mise en œuvre des stratégies. Au contraire, le manquement d'un acteur peut remettre en cause la viabilité d'une stratégie et ainsi contraindre la résilience des exploitations (notamment sur les questions de financement des projets). Des substitutions de rôles peuvent également être observées (financements par les coopératives plutôt que par les banques par exemple).

Par exemple, avec la covid-19, même si l'impact sur le cours de la viande s'est fait ressentir, les organisations de producteurs ont pu réaliser de la prestation « sur mesure » (récupération des bêtes prêtes à partir, développement de la vente directe en ligne etc.). La pandémie a également permis de renforcer le lien entre élevage et société, avec la reconnaissance par la Nation de l'importance de la souveraineté alimentaire à laquelle les éleveurs contribuent.

4. APPRENTISSAGE ET RESEAU, DEUX COMPOSANTES DE LA RESILIENCE

Les résultats de cette partie proviennent des enquêtes qualitatives portant sur l'apprentissage et les réseaux d'influence des éleveurs dans la prise de décision.

4.1. Les stratégies d'apprentissage développées par les éleveurs : formation initiale et processus continu

Selon les expériences des éleveurs interrogés, la **coopération et l'apprentissage** par les autres représentent la principale source d'influence pour s'adapter au changement. Même si de plus en plus d'éleveurs travaillent seuls sur l'exploitation, l'agriculture est une activité qui nécessite de nombreux échanges entre pairs, pour trouver des solutions aux défis que les agriculteurs doivent relever. Premièrement, elle a lieu au sein de la famille : l'agriculture est la plupart du temps une activité familiale, et de nombreux agriculteurs ont un parent ou un ancien éleveur qui peut leur donner un coup de main ou les conseiller grâce à son expérience. Les décisions de l'agriculteur sont très influencées par le lien intergénérationnel, les nouveaux agriculteurs souhaitant respecter les traditions de l'exploitation en y gardant l'activité d'élevage (même si cela n'est que marginalement rentable). Ainsi, ils chercheront des solutions adaptées pour poursuivre l'activité d'élevage sur l'exploitation (par exemple, augmenter la taille du troupeau, augmenter la taille de l'exploitation, changer l'approche des ventes, etc.). Au contraire, le poids des traditions peut freiner la créativité des nouveaux arrivant qui arrivent avec de l'énergie et des idées nouvelles, mais qui rencontrent des difficultés à imposer de nouveaux choix dans un contexte familial où les parents ont toujours eu l'autorité.

Deuxièmement, cette discussion a lieu avec les pairs : les éleveurs ont différentes façons d'interagir (partage d'une coopérative de matériel, partage d'un employé, travaux saisonniers collectifs, participation à des groupes de formation, etc.). Ces possibilités sont très importantes pour les éleveurs car elles leur permettent d'échanger directement et de manière informelle sur des techniques, des problèmes ou des idées. En particulier dans un contexte fortement évolutif, ces échanges nourrissent l'agriculteur de réflexions et amène une certaine ouverture d'esprit.

Enfin, les activités externes et l'apprentissage social : les agriculteurs qui exercent une activité extraprofessionnelle (mandat d'élus, membres d'une association sportive ou culturelle…), souvent non agricole, ont la possibilité d'échanger avec des citoyens qui ne sont pas agriculteurs, notamment sur leur perception de l'agriculture et leurs attentes en matière d'élevage. L'observation des attentes de la société peut déclencher un changement dans les pratiques de l'agriculteur : recherche d'un plus grand bien-être, amélioration de la qualité des produits, plus grande attention à l'environnement, etc. Les changements dans les habitudes de consommation ont un impact direct sur le revenu de l'exploitation et certains éleveurs tentent d'ajouter de la valeur à leurs produits en tenant compte de ces attentes sociales.

Tirer les leçons des expériences passées est un élément clé du processus d'apprentissage. Certains agriculteurs ont saisi l'occasion de travailler ailleurs avant de s'installer. De cette expérience, ils ont pu prendre des idées, les adapter ou créer des modes de production différents sur leur exploitation. C'est cette curiosité qui les aidera au cours de leur carrière. Par exemple, les pertes de productivité liées au changement climatique ont amené l'agriculteur à tester une autre composition de pâturage.

L'acquisition de compétences et de connaissances facilite l'adaptation au risque. Les sources d'information générale peuvent apporter des idées aux agriculteurs : les médias audio comme la radio et la télévision sont les plus répandues mais les sources de lecture comme la presse écrite ou la lecture de sites internet spécialisés ou de groupe type « facebook » se multiplient. Ces informations peuvent soulever des questions sur les pratiques de chacun ou apporter des réponses à des problèmes techniques. La formation, principalement collective mais aussi autodidacte, permet à l'agriculteur d'en savoir plus sur un sujet technique.

L'ouverture d'esprit de l'éleveur est cruciale pour apprendre, reconsidérer ses propres pratiques ou tester de nouvelles options, parmi lesquelles les nouvelles technologies qui ouvrent de horizons aux agriculteurs : surveillance des animaux (caméras, colliers, échographie, etc.), réduction des intrants (GPS, semis, mélangeurs, etc.). Plus généralement, les éleveurs ouverts aux idées nouvelles sont désireux de tester des techniques et pratiques qui, dans un premier temps, en sont au stade expérimental mais qui, si elles réussissent, peuvent intégrer les pratiques habituelles de l'éleveur. Il est vrai que pour d'autres, la surcharge de travail leur impose d'avoir « la tête dans le guidon », ce qui les conduits à rester trop concentrés sur les problèmes quotidiens. Ils avouent avoir du mal à pouvoir anticiper les changements. Dans le même ordre d'idée, la pénibilité du travail, au regard de toutes les contraintes et difficultés rencontrées, peut elle aussi être un frein à l'élaboration de nouvelles stratégies.

L'amélioration des pratiques existantes par l'expérimentation ou les innovations permettent aux agriculteurs de développer une expertise en matière de gestion agricole au cours de leur carrière. Ils sont capables de capitaliser sur ce qu'ils ont observé et donc d'améliorer leurs pratiques existantes. Les agriculteurs développent différentes innovations sur l'exploitation qui s'intègrent progressivement au système de production si elles s'avèrent efficaces. La présence de grands groupes industriels offre un contexte favorable et stimule la capacité d'innovation des éleveurs du Bourbonnais (CCEA, 2016). Parmi les éleveurs interrogés, on dénombre plusieurs types d'expérimentations : (i) Amélioration de l'autosuffisance alimentaires : les conditions climatiques amènent les éleveurs à adapter la gestion de leurs cultures et fourrages et de leurs pâturages afin de limiter l'achat d'aliments exceptionnels pour leurs animaux. Des tests sur les pâturages ou sur la composition des cultures (plus de légumineuses) permettent d'identifier les associations les plus résistantes à la sécheresse par exemple. (ii) Adaptation au marché : il est possible d'adapter la période de production afin de vendre au moment où la viande est la plus chère (l'été) plutôt qu'à la période de production traditionnelle à l'automne. (iii) Diversification : en raison de la volatilité du marché, de nombreux éleveurs ont choisi de diversifier leur activité et leurs revenus afin d'atteindre une certaine stabilité économique. Les diversifications peuvent être agricoles (développement d'une deuxième activité de production comme la production porcine ou avicole - volaille de chair ou des pondeuses - ou non agricoles - agro-tourisme, production d'énergie par exemple. (iv) Valorisation des productions : les agriculteurs cherchent à valoriser au maximum leurs produits, quitte à modifier leurs pratiques. La vente à la ferme est l'un des moyens permettant d'augmenter la valeur ajoutée du produit. Le choix peut être fait aussi de s'orienter vers de la finition de certaines catégories animales sous signe officiel de qualité qui permet aussi d'apporter de la plus-value par animal. (v) Contractualisation : les agriculteurs recherchent des contrats pour sécuriser la vente des produits ou limiter l'achat d'intrants. Ils concluent un contrat avec les acheteurs.

Toutefois, certaines stratégies sont plus faciles à mettre en œuvre que d'autres. L'adversité peut être forte au cours de la mise en œuvre de la stratégie et la motivation personnelle est un élément clé pour la mener à son terme.

4.2. Des réseaux d'influence nombreux et diversifiés

Interrogés sur les acteurs les plus influents dans leur prise de décision, les éleveurs ont cité prioritairement les coopératives agricoles, les membres de la famille (en particulier l'ancien agriculteur), les agriculteurs voisins, les comptables de confiance et la Chambre d'agriculture. Comme le précisent les travaux du projet Sociel (2019), la participation d'un parent aux travaux de la ferme est intégrée de fait dans la conduite d'un projet. En général, les organisations et les personnes qui ont le plus d'influence sur les décisions des éleveurs sont celles avec lesquelles l'agriculteur a un lien affectif (familial ou amical) ou les organisations où il a travaillé ou auxquelles il a adhéré auparavant. Internet et la presse agricole sont également des sources d'information importantes.

Certains des répondants se sont convertis à la production biologique, à la fois pour des raisons économiques (afin d'améliorer le prix obtenu pour la viande), mais aussi idéologiques (les agriculteurs veulent produire d'une manière plus respectueuse de l'environnement et pour des raisons sanitaires). La conversion a souvent eu lieu au moment de la succession de l'exploitation.

Une bonne base financière (trésorerie) ou la possibilité d'obtenir des prêts s'avèrent importantes pour permettre l'expérimentation et l'apprentissage. Nombreux sont les témoignages de ce type : « La banque m'a fait confiance et a bien voulu suivre, ce qui a pu rendre l'investissement ou ce changement possible ». La mise en œuvre d'une nouvelle solution est souvent onéreuse au début (nouveau matériel, formation, etc.). De la même façon, les agriculteurs construisent leurs stratégies en tenant compte de nombreux facteurs, mais le plus important est le prix des produits qui déterminera leur revenu. Si le marché est instable et sans lisibilité sur du moyen terme, les agriculteurs peuvent craindre de développer une nouvelle stratégie (car l'innovation implique toujours un certain risque) et préférer s'en tenir à leur mode de fonctionnement initial.

Enfin, la présence des acteurs nécessaires de la chaîne de valeur (par exemple, un abattoir, des outils de découpe, des organisations de productions, des partenaires Bio) est nécessaire pour permettre certaines formes de changement. Nombreux sont les groupes d'éleveurs issus soit des groupements de producteurs soit des chambres d'agriculture pour faire connaitre des pratiques innovantes et transmettre les savoirs. A titre d'exemple, citons PATOUDIAPA, un réseau issu d'une coopérative locale et financé dans le cadre des GIEE qui met en commun les savoirs sur le pâturage en mêlant les éleveurs conventionnels ou bio. Ces initiatives ont été étudiées de façon approfondie dans le cadre du programme européen Animal Future qui vise à étudier les services et dysservices de l'élevage.

CONCLUSION

En raison du contexte climatique et économique de la production de vaches allaitantes, les agriculteurs sont constamment à la recherche de solutions pour accroître leur résilience, notamment en ajoutant de la valeur à leurs produits. Le secteur de l'élevage bourbonnais sera confronté à plusieurs défis majeurs dans les années à venir : s'adapter à une consommation croissante en restauration hors foyer ; valoriser une viande issue de l'élevage allaitant alors que l'engouement pour la viande hachée ne cesse de croitre, associé à la crainte que le prix de la viande ne permette pas la juste rémunération du travail et de l'outil de production ; l'augmentation des aléas climatiques impactant le fonctionnement classique des élevages ; et enfin l'évolution des attentes sociétales.

La réalisation d'une étude similaire dans 11 régions d'Europe a permis de fournir des idées sur la manière d'améliorer le rôle des acteurs impliqués dans les stratégies de gestion des risques dans les exploitations agricoles.

Merci aux éleveurs et acteurs ainsi qu'aux partenaires qui nous ont appuyés pour identifier les personnes à contacter.

DRAAF Auvergne, 2010. Recensement agricole 2010 : principales tendances dans l'Allier.
Meuwissen et al., 2019. A framework to assess farming systems resilience. Agricultural Systems 176, 102656.
Chambre d'agriculture AURA, site internet.
Neumeister D. et al. 2018. Comment l'élevage répond aux enjeux de durabilité à l'échelle d'un territoire ?. Renc rech Rum, 14, 16-20.
CEEA, 2016. Les filières agroalimentaires et nutrition-santé du département de l'Allier. Nutrition santé.
Servière G. Balay C., Cournut S., 2019. Sociel - La durabilité sociale des exploitations d'élevage dans leurs territoires. Innovations Agronomiques 71, 109-121.